

André Fazi

Le grand retour de la question méridionale : le Gouvernement italien à l'épreuve du Movimento per le Autonomie

Document de travail, octobre 2009

L'histoire de l'État italien est indissolublement marquée par la question méridionale. Lors de l'Unification, l'intégration d'un Sud pauvre et sous-développé, très marqué par des résidus de féodalité et par la violence sociale, fut un immense défi. Non seulement celle-ci dut être concrétisée par les armes, mais elle poussa la classe dirigeante septentrionale, pourtant plus sensible au *self-government* anglais, à fonder des institutions d'inspiration napoléonienne¹.

Cette solution fut loin d'apporter tous les fruits espérés, tant les grands serviteurs de l'État furent les premiers artisans d'un système administratif profondément corrompu et inefficace². L'échec suscita des interprétations diamétralement opposées. À un extrême, symbolisé par l'anthropologie criminelle de l'époque (Lombroso, Niceforo, Sergi, etc.), les habitants du Mezzogiorno représentaient une race inférieure, barbare et culturellement inapte à la civilisation³. À l'autre, de nombreux intellectuels méridionaux (Sturzo, Salvemini, Dorso, etc.) critiquèrent fortement le centralisme étatique, contraire selon eux à l'indispensable responsabilisation de la société méridionale.

La République naissante fut très loin d'ignorer l'écart de développement dont pâtissait le Mezzogiorno. La réponse donnée consista essentiellement dans la politique dite d'*intervento straordinario*, fondée sur des investissements massifs, et l'institution, en 1950, d'un outil spécifique afin de gérer les fonds dévolus, la Caisse du Mezzogiorno. Ladite intervention extraordinaire, prévue pour durer une décennie, en dura quatre. Cependant, ses colossales proportions – 342,5 milliards d'euros d'investissements, d'aides et avantages d'après la SVIMEZ⁴ – ne générèrent pas le rattrapage espéré. Plus tard, la grande enquête de Putnam et de ses collaborateurs montra que la qualité de la gestion publique était demeurée largement inférieure dans le Sud de la péninsule⁵.

Les années 1990 furent qualifiées de « grand tournant »⁶. D'une part, suite à une véritable crise de système et face aux nouveaux impératifs communautaires, l'État italien

¹ Ernesto Ragioneri, « Politica e amministrazione nello Stato unitario », in Ettore Rotelli (dir.), *Dal regionalismo alla Regione*, Bologne, Il Mulino, 1973, pp. 43-73.

² Leopoldo Franchetti (1877), *Condizioni politiche e amministrative della Sicilia*, Rome, Donzelli, 2^{ème} éd., 2000 (1^{ère} éd. : 1993), pp. 256-257. « Dans les provinces méridionales, tout ministère italien est partagé entre son intérêt et son devoir, et tous ont sacrifié jusqu'à maintenant le devoir à l'intérêt. [...] En définitive, le premier à se laisser corrompre par les influences locales a été le Gouvernement. »

³ Gabriella Gribaudi, « Le immagini del Mezzogiorno », in Robert Lumley, Jonathan Morris (dir.), *Oltre il meridionalismo. Nuove prospettive sul Mezzogiorno d'Italia*, Rome, Carocci, 1999, pp. 89-111.

⁴ « Sussidi? Come 23 Ponti sullo stretto », *Il Sole 24 Ore*, 27 février 2009. L'évaluation porte sur la période 1951-2008. La SVIMEZ (association pour le développement de l'industrie dans le Mezzogiorno), née en 1946, est un acteur très respecté, dont les travaux constituent une somme de savoir irremplaçable sur le Mezzogiorno.

⁵ Robert D. Putnam, Robert Leonardi, Raffaella Y. Nanetti, *La tradizione civica nelle regioni italiane*, Milan, Mondadori, 1993.

⁶ Giorgio Bodo, Gianfranco Viesti, *La grande svolta: il Mezzogiorno nell'Italia degli anni Novanta*, Rome, Donzelli, 1997.

adopta des politiques économiques fondées sur la réduction des dépenses publiques et les privatisations, qui eurent un impact très fort sur le Sud. D'autre part, l'implosion du régime politique a donné lieu à un sensible renouvellement de la classe politique, ce qui a favorisé de véritables inflexions du système clientéliste et une réelle amélioration de la gestion publique⁷.

Ces évolutions ont été largement déterminées par l'avènement d'un « nouveau sujet politique », qui parvint à placer le clivage territorial au cœur du débat public⁸. Dénonçant violemment la « *Roma ladrona* » (« Rome grande voleuse ») et la dilapidation des ressources publiques dans le *Mezzogiorno*, et menaçant de la sécession d'une macro-région imaginée, la *Lega Nord per l'Indipendenza della Padania* [ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie] obtint immédiatement d'impressionnants résultats électoraux⁹. Elle est devenue l'un des rares partis territoriaux européens à posséder une véritable dimension nationale. Non seulement elle exerce une influence considérable sur l'agenda politique italien, mais elle joua un rôle majeur au sein des gouvernements dirigés par Silvio Berlusconi, mettant sans cesse en question la stabilité de l'exécutif¹⁰, et poussant même celui-ci à la démission en janvier 1995.

Alors que les problèmes de gouvernabilité symbolisent toute l'histoire de la République¹¹, les élections législatives de 2008 semblaient devoir impliquer une grande rationalisation¹². De façon volontaire, les principaux partis ont rejeté les coalitions atomisées. À gauche, le *Partito Democratico* (PD), fusion des *Democratici di Sinistra* et de la *Margherita*, ne retint qu'un seul partenaire, le parti de l'ancien juge Di Pietro, *Italia dei Valori*. À droite, le *Popolo della Libertà* (Pdl), fusion du parti de Silvio Berlusconi, *Forza Italia* (FI), avec son principal allié, *Alleanza Nazionale* (AN), a retenu son partenaire traditionnel, la *Lega Nord*, mais aussi le *Movimento per l'Autonomia* (MpA), parti territorial fondé en Sicile en 2005.

Les raisons qui ont conduit à intégrer le MpA ne relèvent pas de l'évidence. D'une part, ce dernier est loin d'être incontournable au plan national, où il n'a obtenu qu'1,12% des voix à la Chambre des députés (8 sièges), et 1,08% au Sénat (2 sièges). Il y a là une différence fondamentale avec la *Lega*, qui a obtenu 8,3% à la Chambre (60 sièges) et 8,06% au Sénat (25 sièges). D'autre part, tout dans son discours et sa pratique politiques laissait supposer une attitude conflictuelle. Enfin, il ne faisait guère de doute qu'il serait conduit à s'opposer à la *Lega*, qui a toujours violemment dénoncé l'incurie des élus méridionaux¹³.

⁷ Simona Piattoni, « Clientelismo virtuoso: una via di sviluppo nel Mezzogiorno? », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, XXVIII^e année, n° 3, décembre 1998, pp. 483-513.

⁸ Ilvo Diamanti, *La Lega: geografia, storia e sociologia di un nuovo soggetto politico*, Rome, Donzelli, 1993.

⁹ À la Chambre des députés, au niveau national, la *Lega* – fondée en 1991 – obtint 8,65% des voix en 1992, 8,36% en 1994, et 10,83% en 1996. En Lombardie et en Vénétie, ses places fortes, elle dépassait souvent 30%.

¹⁰ Duncan McDonell, Daniele Albertazzi, « Separati in casa? The Lega Nord in Government », 54^{ème} congrès de la *Political Studies Association*, Université de Lincoln, 5-8 avril 2004, <http://www.psa.ac.uk> [août 2005].

¹¹ L'Italie républicaine a connu non moins de 59 gouvernements en 60 ans.

¹² Le système électoral adopté en 2005, donnant une majorité absolue à la coalition parvenue en tête, poussait les grands leaders à s'attacher le soutien d'un nombre considérable d'alliés. Lors du scrutin de 2006, les deux grandes coalitions réunissaient au total 25 listes incluant 32 partis. Le Gouvernement Prodi comprenait huit partis, et fut poussé à la démission par la perte du soutien d'un parti qui avait obtenu 1,4% des voix.

¹³ Umberto Bossi, discours prononcé à l'occasion du II^e congrès fédéral de la *Lega Nord*, Bologne, 4-5-6 février 1994. « La classe dirigeante méridionale doit nous expliquer pourquoi elle a trahi son peuple, pourquoi elle a toléré l'assistencialisme stérile, le vote d'échange, les escroqueries des cathédrales dans le désert. Pourquoi elle a consenti à ce que le *Mezzogiorno* soit traité comme une colonie. [...] le *Mezzogiorno* devait rester [...] le fortin des politiciens corrompus et des criminels, des adjudications fantasmagiques, des pots-de-vin, de la domination incontestée de la pègre politique, camorriste et mafieuse. »

L'enjeu décisif était le contrôle de la Sicile. Malgré les ambitions de Gianfranco Micciché, Président de l'Assemblée régionale sicilienne (ARS) de 2006 à 2008, et membre de tous les gouvernements dirigés par Silvio Berlusconi, la coalition de centre-droit choisit de soutenir le fondateur et *leader* du MpA, Raffaele Lombardo, à la présidence de la Région. Ce soutien impliquait l'association du jeune parti à l'échelle nationale, où la Sicile est aussi un enjeu considérable, ne serait-ce que parce qu'elle compte près de 9% de la population italienne. Pour Silvio Berlusconi, le vote sicilien était d'autant plus important qu'il avait rompu les négociations nationales avec les héritiers de la DC, dont l'influence demeure très forte dans l'île. Bien qu'ils fussent largement devancés par FI et AN lors des élections à l'ARS en 1996 et 2001¹⁴, c'est un de leurs membres, Salvatore Cuffaro, qui fut le candidat – victorieux – du centre-droit à la présidence de la Région en 2001 et 2006.

Le 8 mai 2008, Silvio Berlusconi a été désigné, pour la quatrième fois, Président du Conseil, mais ses alliés lui posent à nouveau un grave problème de gouvernabilité. D'un côté, la *Lega* a toujours été un partenaire des plus indociles. D'un autre côté, le MpA s'est inscrit dans la même lignée, n'hésitant jamais à critiquer les positions gouvernementales, et ayant pour priorité de ramener la question méridionale au plus haut niveau des priorités politiques. Si la présence d'un parti territorial puissant constitue à n'en pas douter un facteur d'instabilité politique¹⁵, celle de deux partis de ce type ne saurait qu'accentuer les difficultés, *a fortiori* lorsque les territoires concernés présentent des caractères radicalement différents.

Le MpA ne compte que deux sous-secrétaires d'État dans le pléthorique et fragmenté Gouvernement Berlusconi IV¹⁶. Cependant, sa présence a des répercussions importantes sur les équilibres gouvernementaux au niveau national et régional, et fait le lit d'une conflictualité nouvelle et inquiétante autour du thème du territoire. L'hypothèse première n'est pas celle d'un éclatement de la péninsule sous la pression de ces forces centrifuges, mais d'un Gouvernement définissant en bonne partie sa politique au gré des ukases de partis principalement fondés sur la défense de leur territoire et aux intérêts souvent divergents. La faculté du MpA à rapidement devenir un acteur important du système politique italien est d'autant plus frappante que sa représentativité est infime au niveau national. Cela porte à interroger tant la nature de ce parti, dont l'originalité est patente, que sa capacité à fragiliser le gouvernement en Italie, voire la nation italienne.

¹⁴ En 1996, FI et AN obtinrent respectivement 17,1% et 14,1% des voix, loin devant le *Centro Cristiano Democato* (CCD) et les *Cristiani Democratici Uniti* (CDU), qui en obtinrent respectivement 9,81% et 9,2%. En 2001, FI et AN obtinrent respectivement 25,1% et 11,3% des voix, le CCD et les CDU seulement 8,9% et 8,6%

¹⁵ Dawn Brancati, « Pawns take queen: the destabilizing effects of regional parties in Europe », *Constitutional Political Economy*, n° 16, 2005, pp. 143-159.

¹⁶ Elisabetta De Giorgi, Francesco Marangoni, « The first year of Berlusconi's fourth Government formation, characteristics and activities », *Bulletin of Italian Politics*, vol. 1, n° 1, 2009, pp. 89-93. Ce Gouvernement compte 24 ministres, quatre vice-ministres, et 39 sous-secrétaires d'État.

Un régionalisme très singulier

Nonobstant la très forte autonomie qu'elle connaissait avant l'unification, la Sicile n'a guère connu de tentatives régionalistes. Cependant, si le MpA est, à l'évidence, un parti de défense du territoire, il présente des caractéristiques bien éloignées de celles des exemples canoniques que sont le SNP écossais, la CiU catalane ou le PNV basque. Plus facilement comparable à la *Lega Nord*, le parti de Raffaele Lombardo ne s'en distingue pas moins sur plusieurs points essentiels.

La tardive consécration d'un potentiel ancien

L'histoire et la géographie ont toujours positionné la Sicile quelque peu en marge de la péninsule¹⁷. Les formes de son intégration à la nouvelle nation italienne le montrent clairement. Garibaldi lui-même avait proposé l'élection d'une assemblée régionale chargée d'en définir les conditions¹⁸, et l'opinion était très majoritairement acquise à une large autonomie¹⁹. En novembre 1860, le Conseil d'État extraordinaire sicilien se déclara prêt à s'inscrire dans la régionalisation proposée par le ministre de l'Intérieur Farini à toute l'Italie²⁰, mais il demandait que la future région sicilienne fût en charge des travaux publics, de l'instruction, de l'assistance publique, etc., et que ses délibérations eussent force de loi après avoir été visées par le représentant de l'État²¹. Si le plébiscite portant sur le rattachement inconditionné à « l'Italie une et indivisible » donna un résultat positif assez incroyable²², c'est surtout parce que les plus autonomistes choisirent d'accorder leur confiance à ce projet décentralisateur qui devait avorter.

Pourtant, aucun parti régionaliste ou nationaliste important n'a pu s'établir durablement en Sicile. Cela ne signifie pas l'inexistence de sentiments régionalistes profonds au sein des partis nationaux²³, mais constitue une originalité marquante. Parmi les tentatives, l'expérience la plus connue est celle du mouvement indépendantiste apparu à la fin de la Seconde guerre mondiale, qui connut un éphémère mais réel succès. D'une part, le *Movimento per l'Indipendenza Siciliana* (MIS) fut un acteur majeur de la Libération, dont des militants et sympathisants furent placés à la tête de plusieurs communes siciliennes, y compris celle de Palerme. D'autre part, il prit la forme d'une organisation paramilitaire clandestine, l'*Esercito Volontario per l'Indipendenza della Sicilia* [armée volontaire pour l'indépendance de la Sicile]

¹⁷ Pour exemple, elle conserva une législation et une administration distinctes jusqu'à la fin du Royaume des Deux Siciles (1860) : Giorgio Candeloro, *Storia dell'Italia moderna*, vol. 1, *Le origini del Risorgimento*, Milan, Feltrinelli, 4^{ème} éd., 1992 (1^{ère} éd. : 1956), pp. 150-159.

¹⁸ Rosario Villari, « La Sicilia e lo Stato unitario », in R. Villari, *Il Sud nella storia d'Italia*, Rome/Bari, Laterza, 1981 (1^{ère} éd. : 1961), p. 63.

¹⁹ Massimo Ganci (1960), « Il plebiscito del 21 ottobre 1860 », in M. Ganci (dir.), *La nazione siciliana*, Syracuse, Ediprint, 1986 (1^{ère} éd. : Naples, 1978), pp. 63-67.

²⁰ Luigi Carlo Farini, « La nota del 1860 », in Claudia Petraccone (dir.), *Federalismo e autonomia in Italia dall'Unità a oggi*, Rome/Bari, Laterza, 1995, p. 25.

²¹ R. Villari, « La Sicilia e lo Stato unitario », pp. 61-77.

²² Le Oui obtint 432.051 suffrages, et le Non seulement 667.

²³ Après la Première guerre mondiale, Luigi Sturzo en fut le symbole (L. Sturzo, « Pro e contro il Mezzogiorno », in C. Petraccone (dir.), *op. cit.*, pp. 160-161).

dont l'audace fut étonnante, n'hésitant pas à s'attaquer à des casernements officiels²⁴. Lors des élections à l'Assemblée constituante de 1946, 8,71% des suffrages exprimés en Sicile allèrent aux indépendantistes²⁵. Ce succès fut confirmé lors des premières élections à l'ARS, le 20 mars 1947, à l'occasion desquelles ils obtinrent 9,8% des suffrages exprimés, et huit sièges de députés sur 90. Enfin, alors que le Président sicilien Alessi, en conflit avec l'État, avait pris le parti de démissionner en janvier 1949, son successeur, Franco Restivo, offrit deux assessorats – soit deux charges exécutives – au MIS²⁶. Pourtant, le MIS disparut de la scène politique avant même les élections régionales de 1951²⁷. Il s'agissait d'une organisation non seulement structurellement faible, mais qui était dépendante du soutien mafieux, lequel lui fut logiquement retiré du fait d'un déficit de perspectives politiques²⁸.

Comme le montra cette tentation indépendantiste, l'incapacité à durer ne signifie aucunement que le corps électoral sicilien serait réfractaire par nature à toute initiative politique située hors du cadre des partis nationaux. Celui qui le démontra le mieux fut Silvio Milazzo, démocrate-chrétien élu Président de la Région en 1958, grâce à une fraction de la DC et aux voix de la gauche. Après avoir été immédiatement exclu de la DC, Milazzo créa l'*Unione Siciliana Cristiano Sociale* (USCS), en prétendant « mobiliser et rassembler toutes les forces vives de l'île pour la vaillante défense du statut et l'application intégrale de ses dispositions »²⁹. Or, si le *milazzismo* put être défini comme une « orgie d'autonomisme verbal et de sicilianisme de bas étage »³⁰, il obtint un succès attestant des limites de la légitimation centrale dans les systèmes régionaux. Forte de 10,58% des voix lors des élections du 7 juin 1959, alors même que la DC avait obtenu – avec 38,6% – un résultat impressionnant, l'USCS était devenue le troisième parti de l'île en moins de cinq mois d'existence³¹. Au reste, Raffaele Lombardo revendique expressément l'héritage de Milazzo, consistant à « mettre en morceaux » les partis traditionnels avant de devoir en souffrir la vengeance³².

Après quatre décennies durant lesquelles les candidatures régionalistes n'obtinrent que des résultats anecdotiques, les années 2000 prouvèrent le potentiel de celles-ci. Fondé quelques mois avant les élections régionales de 2001, *Nuova Sicilia* réunit 4,1% des suffrages (jusqu'à 6,8% dans la province de Palerme), et obtint trois sièges de députés à l'ARS³³. Le parti étant pleinement intégré au sein du Pôle de centre-droit, son *leader*, Bartolomeo Pellegrino, fut nommé assesseur en charge du territoire et de l'environnement.

La création du MpA révéla ce potentiel beaucoup plus clairement. Avant même que les structures du parti fussent établies, Raffaele Lombardo joua un rôle décisif lors des élections municipales de Catane, en 2005. En la circonstance, il constitua non moins de quatre listes, qui

²⁴ Francesco Renda, *Storia della Sicilia dal 1860 al 1970*, vol. 3, Palerme, Sellerio, 1999 (1^{ère} éd. : 1984), pp. 244-246.

²⁵ Ceux-ci étaient alors déjà divisés. Les militants républicains avaient préféré faire scission du fait des conceptions très monarchistes de la majorité.

²⁶ F. Renda, *Storia della Sicilia dal 1860 al 1970*, vol. 3, p. 311.

²⁷ Une liste MIS fut présentée, mais elle obtint moins de 800 voix. Deux autres listes d'inspiration voisine présentèrent des candidats dans quelques provinces. Elles obtinrent chacune un élu.

²⁸ F. Renda, *Storia della Mafia*, Palerme, Sigma edizioni, 2^{ème} éd., 1998 (1^{ère} éd. : 1997), pp. 330-333.

²⁹ *Civiltà cattolica*, 13 décembre 1958, in F. Renda, *Storia della Sicilia dal 1860 al 1970*, vol. 3, p. 411.

³⁰ Alfio Mastropaolo, « Tra politica e mafia. Storia breve di un latifondo elettorale », in Massimo Morisi (dir.), *Far politica in Sicilia. Deferenza, consenso e protesta*, Milan, Feltrinelli, 1993, p. 97.

³¹ Milazzo ne put trouver une majorité pour assurer sa position à la tête de la Région. À l'occasion des élections suivantes, en 1963, l'USCS n'obtint qu'un score anecdotique de 0,8%.

³² « Lombardo: "io come Silvio Milazzo". Ma ora teme la vindetta dei partiti », *Giornale di Sicilia*, 7 août 2009.

³³ Deux autres députés rejoignirent le groupe par la suite.

rassemblèrent 20,2% des suffrages exprimés³⁴, et furent décisives pour la victoire du centre-droit. Toutefois, l'attention dont il bénéficia alors, y compris de la part de Silvio Berlusconi qui lui rendit officiellement visite, témoignait déjà d'un potentiel politique excédant largement les frontières de la ville de Catane.

La première expérience importante du MpA consista dans une alliance avec *Nuova Sicilia* lors des élections régionales de 2006. Cette dernière organisation était alors très affaiblie par les déboires personnels de Pellegrino, accusé de collusion avec la mafia et ayant dû démissionner de l'exécutif régional³⁵, et par le départ de trois de ses cinq élus à l'ARS. Pourtant, l'association créa une véritable sensation. Malgré son absence dans la province d'Enna et son extrême faiblesse dans celle de Raguse, elle obtint 12,5% des suffrages exprimés sur l'ensemble de la région et jusqu'à 24,5% dans la province de Catane, ce qui lui valut dix sièges de députés à l'ARS.

La démission de Salvatore Cuffaro, président UDC (*Unione dei Democratici Cristiani*) de la Région, condamné à cinq ans de prison en janvier 2008 pour avoir favorisé des individus mafieux, fut l'événement – relativement – imprévu qui précipita l'ascension du MpA et de Raffaele Lombardo. Ce dernier démontra alors une très grande habileté politique. Prônant la rupture dans la continuité, il profita des nombreux rejets d'une candidature de Gianfranco Miccichè, y compris au sein du parti de ce dernier³⁶, et parvint à s'assurer le soutien conjoint de l'UDC et de Silvio Berlusconi³⁷.

Les proportions écrasantes du succès du MpA, dans un contexte économique et social particulièrement négatif, furent plus étonnantes encore. Le 16 avril 2008, Raffaele Lombardo fut élu Président de la Région avec 65,35% des suffrages exprimés, soit un résultat bien meilleur que ceux de son prédécesseur, élu en 2001 et 2006 avec respectivement 59,01% et 53,08% des voix. S'agissant des élections à l'ARS, les listes MpA et les listes personnelles du candidat Lombardo capitalisèrent 18,4% des suffrages exprimés à l'échelle de la région, et jusqu'à 26,35% dans la province de Catane.

Les résultats des scrutins ultérieurs semblent démontrer la très forte et rapide institutionnalisation du MpA. Deux mois après les élections régionales, celui-ci obtint des résultats tout aussi remarquables lors des provinciales, obtenant les présidences des provinces d'Agrigente et de Caltanissetta³⁸. À l'occasion des élections européennes, malgré des relations devenues exécrables avec tous les autres partis de la majorité (*infra*, II.B), il recueillit plus de 15% des suffrages exprimés. Enfin, sa capacité d'implantation à l'échelle des municipalités est plus étonnante encore. En février 2009, au moins 87 communes siciliennes (sur 390) étaient dirigées par un maire MpA³⁹.

³⁴ Soit 3% de plus que la liste FI, et trois fois plus qu'AN.

³⁵ Pellegrino fut accusé par la justice – en décembre 2002 – de faux témoignage dans l'enquête menée sur la mafia de Monreale, grâce à l'enregistrement d'une conversation très compromettante avec le chef de celle-ci.

³⁶ « "Miccichè si faccia da parte" », *La Repubblica Palermo*, 12 février 2008.

³⁷ La coordination régionale de FI avait exclu de soutenir Lombardo, préférant le cas échéant la solution de continuité d'un candidat UDC (« Regione. La parola a Berlusconi », *La Repubblica Palermo*, 6 février 2008).

³⁸ Les listes MpA obtinrent entre 12,1% et 28% des voix.

³⁹ *Corriere di Ragusa*, 3 février 2009. Tel était le nombre de présents lors d'un colloque les ayant réunis à Catane, le 30 janvier 2009.

Le MpA, entre archaïsmes et novations

En matière de communication politique, la volonté première du MpA est probablement d'incarner une profonde rupture avec les formes ordinaires de la gestion publique dans le Mezzogiorno. Raffaele Lombardo prétend conduire une « révolution », devant libérer la Sicile du « fardeau de l'assistancialisme, de l'inefficience, des mille gaspillages, des mille pillages subis, des énormes intérêts qui se sont consolidés tout autour »⁴⁰. Il n'hésite pas à dénoncer rudement la responsabilité de la classe politique méridionale, souvent couarde et indigente. Enfin, il s'affirme en pourfendeur du clientélisme, prétendant réduire de moitié le nombre de personnels de la Région⁴¹.

Pour une plus large part, les discours et objectifs du MpA pourraient être qualifiés de génériques à la classe politique méridionale. À l'échelle du discours, ils résident essentiellement dans un durcissement de la classique rhétorique de la culpabilité de l'État et de la victimisation de la région. Au terme de « 150 ans de violences, de tromperies, de mensonges », les méridionaux ne seraient que des « citoyens de série B »⁴². Dans un style rappelant la *Legg*, Lombardo affirme qu'il existe « deux Italies, l'une africaine et l'autre européenne »⁴³. Quant à la Sicile, elle « a été réduite à une colonie »⁴⁴, à laquelle l'entreprise de Garibaldi n'a apporté que « sous-développement, immigration, et un génocide appelé brigandage, avec des insurgés pendus, brûlés vifs et diffamés comme des bandits »⁴⁵. Même Homère est dénoncé pour avoir été « le premier d'une longue série d'écrivains qui ont humilié les Siciliens ». Jusqu'à aujourd'hui, l'État aurait sciemment refusé au Mezzogiorno et à la Sicile les ressources indispensables à leur développement, et l'actuel Gouvernement détournerait les fonds destinés aux territoires les moins développés au profit du Nord de la péninsule⁴⁶. Persister dans cette voie signifierait une claire volonté de pénaliser le Sud, si ce n'est « un parfum de racisme anti-méridional »⁴⁷.

Les objectifs sont tout aussi classiques. Au plan institutionnel, le MpA se limite généralement à revendiquer l'application intégrale du statut de 1946. Cela semblerait minimaliste si on omettait que ledit statut, adopté avant même la Constitution⁴⁸, est si éloigné du droit commun que les principales singularités n'ont jamais été mises en œuvre, à l'exception de la juridiction constitutionnelle spéciale qu'était la Haute Cour⁴⁹. Au reste, le MpA exige

⁴⁰ Rapport introductif de Raffaele Lombardo, 2^{ème} congrès fédéral du MpA, Rome, 27 février 2009.

⁴¹ *Il Giornale*, 20 août 2009.

⁴² Discours de Raffaele Lombardo, Rome, 19 septembre 2006.

⁴³ *Il Sole 24 Ore*, 22 juillet 2009.

⁴⁴ *Panorama*, 10 mars 2008.

⁴⁵ « Contro Garibaldi e il suo genocidio nel Meridione », *Corriere della Sera*, 23 mars 2008.

⁴⁶ Interview de Raffaele Lombardo, *Il Sole 24 Ore*, 16 janvier 2009.

⁴⁷ Déclaration d'Arturo Iannaccone, député MpA, agence Italtpress, 29 juillet 2009.

⁴⁸ Statut de la Région sicilienne, approuvé par le décret législatif n° 455 du 15 mai 1946, converti par la loi constitutionnelle n° 2 du 26 février 1948.

⁴⁹ Le statut impliquait aussi, particulièrement, la création de sections régionales du Conseil d'État et de la Cour de cassation en Sicile (art. 23) ; la suppression des provinces et leur remplacement par de « libres associations de communes » (art. 15) ; une autonomie fiscale ne connaissant quasiment aucune limite nationale (art. 36-37) ; une législation régionale « exclusive » n'ayant pour seules limites que les « lois constitutionnelles de l'État » et les « réformes agricoles et industrielles décidées par la Constituante du peuple italien » (art. 14). Seule la création d'une section régionale du Conseil d'État a été concrétisée, à partir de 2003.

principalement la renaissance de cette institution rapidement dissoute⁵⁰. Peu après les élections de 2008, un sénateur MpA déposa un projet de loi constitutionnelle à ces fins⁵¹.

Au plan économique, le MpA défend l'idée d'une fiscalité compensatoire⁵² ou préférentielle (*di vantaggio*)⁵³, fondée sur une exonération d'impôt sur les bénéfices pour les entreprises investissant en Sicile, la création de zones franches urbaines, et plus généralement la baisse de la pression fiscale⁵⁴. Le modèle revendiqué est celui de l'Irlande. Au demeurant, l'objectif fondamental est d'obtenir une politique d'investissements massifs, d'un « plan exceptionnel » dont les symboles seraient la création d'une ligne ferroviaire à grande vitesse et, surtout, la construction d'un pont reliant l'île au continent. Lombardo a loué l'exemple des investissements réalisés en Allemagne, en affirmant – de façon bien discutable – que l'écart entre les *Länder* de l'Est et ceux de l'Ouest « n'était pas aussi abyssal » qu'entre le Sud et le Nord de l'Italie.

En revanche, le MpA se distingue substantiellement des mouvements régionalistes emblématiques – catalan, québécois, irlandais, sud-tyrolien, etc. –, par sa vocation première : la défense des intérêts économiques d'un territoire. La priorité est plus évidente encore que dans le cas de la *Lega*, toujours prompte à glorifier – souvent en les inventant – les symboles identitaires du Nord⁵⁵. Loin de là, en 2008, le programme de Lombardo ne fit aucune allusion à la langue sicilienne, dont l'enseignement est pourtant embryonnaire.

Il peut même être malaisé de qualifier le MpA de parti régionaliste. Son *leader* l'a davantage défini comme parti du *Mezzogiorno* que comme parti sicilien, citant la CSU bavaroise comme modèle⁵⁶. Au reste, la création de sections dans les autres régions méridionales n'a pas été purement superficielle. Lors des élections législatives de 2008, les listes MpA ont obtenu jusqu'à 5,35% dans la région Molise.

Raffaele Lombardo a développé aussi une prétention nationale. Il affirme incessamment que les écarts de richesse entre le Sud et le Nord sont un problème national, et qu'il ne veut pas « diviser mais unir l'Italie »⁵⁷. Malgré l'intérêt précoce donné à l'idée d'un « parti du Sud »⁵⁸, il souhaite fédérer l'ensemble des partis territoriaux existant en Italie, créer le « parti des partis du territoire, des partis régionaux, de l'autonomie et de l'autonomisme »⁵⁹. En mars 2009, le MpA a été rebaptisé *Movimento per le Autonomie* (mouvement pour les autonomies), afin de symboliser cette ambition. Au demeurant, l'implantation du parti reste très majoritairement sicilienne, et sa puissance politique procède quasi-exclusivement du rôle qu'il joue en Sicile.

⁵⁰ Instituée en 1956, la Cour constitutionnelle ôta à la Haute Cour son rôle de juridiction constitutionnelle dès 1957 (sentence n° 38 du 9 mars 1957), et ses compétences en matière pénale en 1970, au nom du « dessein unitaire » de la République (sentence n° 6 du 22 janvier 1970).

⁵¹ Senato della Repubblica, XVI^e législature, n° 906, *Disegno di legge costituzionale d'iniziativa del senatore Oliva [...]*, communiqué à la présidence le 15 juillet 2008.

⁵² « Programma di governo 2008-2013 dell'on. Lombardo », fiches techniques, 10 mars 2008, http://www.raffaelelombardo.it/files/documenti_programma/file/1206186936lombardo.doc [juin 2008].

⁵³ Interview de Raffaele Lombardo, *Il Sole 24 Ore*, 17 avril 2008.

⁵⁴ Déclaration de Raffaele Lombardo, agence ANSA, 31 juillet 2009.

⁵⁵ Durant cette législature, la *Lega* a notamment déposé deux projets de loi au Sénat. Le premier, le 2 juillet 2008, afin que la Constitution reconnaisse les « symboles identitaires » (drapeau et hymne) des régions. Le second, le 21 mai 2009, afin de rendre obligatoire l'enseignement des « langues et dialectes régionaux ».

⁵⁶ *Il Giornale*, 19 septembre 2005.

⁵⁷ Agence Italtpress, 29 juillet 2009.

⁵⁸ Agence Apcom, 12 avril 2006.

⁵⁹ Rapport introductif de Raffaele Lombardo, 2^{ème} congrès fédéral du MpA, Rome, 27 février 2009.

Par rapport à la *Lega*, le MpA présente de réelles singularités. Quatre nous semblent essentielles. En premier lieu, les deux partis ont pour objectif essentiel d'agir sur la répartition des ressources publiques. Cependant, la *Lega* ambitionne principalement un système fiscal moins exigeant pour les riches régions du Nord. À l'inverse, le MpA requiert une péréquation accrue, et – surtout – s'inscrit dans une logique de redistribution qui repose sur deux dimensions, nationale et locale. Officiellement, les fonds orientés vers le Sud sont le remède indispensable à un fort retard de développement. Officieusement, ces ressources permettent au(x) parti(s) qui les gère(nt) d'asseoir leur pouvoir, à travers emplois et marchés publics. Cette dimension est honnie par la *Lega*, pour qui la *Cassa del Mezzogiorno* était le « centre du gaspillage et des clientèles », et qui a refusé toute nouvelle expérience de ce type⁶⁰. Silvio Berlusconi l'a satisfaite en affirmant qu'il dirigerait lui-même son « plan pour le Mezzogiorno »⁶¹.

En second lieu, même si la *Lega* et le MpA sont des partis dominés par la figure de leur fondateur/leader, les modèles sont fort différents. La *Lega* s'est fondée en grande partie sur un personnel politique nouveau. Umberto Bossi et les principales figures du parti, actuellement membres du Gouvernement, n'ont jamais eu d'autre appartenance politique notable. À l'inverse, le MpA n'a pas été créé par un élu inconnu et/ou à l'ambition insatisfaite, mais par un homme politique de premier plan. Lombardo fut élu à l'ARS en 1986, nommé assesseur en 1991, élu au Parlement européen en 1999 et 2004, et élu à la présidence de la province de Catane en 2003⁶². De même, les actuels élus MpA proviennent presque toujours de partis d'inspiration démocrate-chrétienne, de centre-droit, ou du Parti socialiste italien⁶³.

S'attacher le soutien d'élus d'autres partis est un principe d'action fondamental, et un gage d'efficacité dans un système qui demeure sous l'emprise des réseaux d'influence personnels. Lombardo a excellé dans cet exercice pour trois raisons principales. La première réside dans le rôle-clé qu'il jouait dans ses précédents partis, étant coordinateur régional du CCD jusqu'à son intégration, en 2002, au sein de l'UDC, puis secrétaire régional de cette même UDC en 2004. La seconde réside dans la grande influence qu'il acquit à la tête de la province de Catane. À l'origine, les résultats du MpA étaient très significativement corrélés à la proximité de cette province⁶⁴. La troisième réside dans la capacité à rétribuer les transfuges. Francesco Musotto, député européen, président de la province de Palerme jusqu'en 2008, et ancien candidat à la mairie de Palerme, a quitté le PdL pour le MpA en octobre 2008. Il a été nommé chef du groupe à l'ARS à la première occasion⁶⁵. Cette promotion s'entend d'autant mieux que d'une part, Palerme est restée une véritable zone de faiblesse pour le MpA⁶⁶. D'autre part, le maire PdL entretient des relations tendues avec Raffaele

⁶⁰ Interview de Roberto Calderoli, *La Repubblica*, 3 août 2009.

⁶¹ *Il Mattino*, 9 août 2009.

⁶² Il n'est guère aisé de croire qu'il a abandonné l'UDC parce que les instances nationales refusaient d'accorder plus d'autonomie aux instances siciliennes (*Il Giornale*, 19 septembre 2005). Son départ survint suite à une longue et grave crise interne.

⁶³ À ce sujet : Cetti Vacante, « Il Movimento per l'Autonomia : clientelismo, identità e territorio », *XXII^e convegno della Società Italiana di Scienza Politica*, Pavie, 4-6 septembre 2008.

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ L'élection eut lieu le 14 juillet 2009. Son prédécesseur venait d'être nommé à l'exécutif régional.

⁶⁶ Lors des élections municipales de 2007, le MpA n'a obtenu que 3,8% des voix. Lors des élections régionales de 2008, la liste MpA a obtenu 9,73% et la liste personnelle de Raffaele Lombardo 2,22%.

Lombardo, au point d'avoir révoqué les représentants du MpA au sein de l'exécutif municipal, coupables de s'être abstenus lors du vote du bilan⁶⁷.

En troisième lieu, les relations avec le pouvoir central obéissent à une logique que l'on peut dire plus classique. Dans le cas de la Lega, le conflit se crée et se dénoue essentiellement à l'intérieur des institutions nationales. Certes, certaines responsabilités politiques locales constituent des objectifs de la Lega⁶⁸. Cependant, c'est à Rome que son opposition au PdL est, et de très loin, la plus saillante, d'autant que la Lega ne dispose guère de grands élus locaux⁶⁹. Le MpA est plus proche du modèle catalan, où l'on retrouve : d'une part, une région riche d'un poids important au niveau national, ne serait-ce qu'à travers le nombre de parlementaires qu'elle élit ; d'autre part, au plan territorial, une forte mobilisation de l'institution régionale afin de défendre ses prérogatives et d'en requérir de nouvelles.

En quatrième et dernier lieu, le MpA apparaît comme un parti plutôt conservateur en matière sociale, louant les « valeurs de la culture et de la tradition chrétienne, fondement identitaire de la collectivité nationale »⁷⁰. En revanche, la Lega développe des orientations d'extrême-droite. Durant l'actuelle législature, l'organisation de rondes de citoyens est la mesure la plus symbolique⁷¹. Mais surtout, la Lega semble avoir inscrit ce type d'orientations au firmament de son agenda politique, au point d'apparaître de plus en plus comme un parti national. Certains de ses dirigeants revendiquent ce processus de nationalisation. La Lega se transformerait en parti de masse, regroupant des catégories sociales toujours plus variées, et son leitmotiv historique, « les padans d'abord », serait devenu « les italiens d'abord »⁷². En dépit de certaines prétentions, le MpA est encore loin de cette perspective.

⁶⁷ « Mpa, nuova sfida a Cammarata », *La Repubblica Palermo*, 14 novembre 2008.

⁶⁸ « Bossi: chiederò al Cavaliere Lombardia, Piemonte e Veneto », *Corriere della Sera*, 1^{er} septembre 2009.

⁶⁹ Bien qu'elle ait réuni en 2008 plus de 20% des suffrages en Lombardie et plus de 26% en Vénétie, la Lega ne compte que cinq maires de villes de plus de 50.000 habitants, six présidences de province et trois présidences de conseil régional, et aucune présidence d'exécutif régional.

⁷⁰ Statuts du MpA, art. 2.

⁷¹ La Lega a aussi proposé un moratoire de deux ans interdisant l'immigration extracommunautaire (Camera dei deputati, XV^e législature, session n° 88, question posée par Roberto Cota, mardi 18 novembre 2008).

⁷² Interview de Mario Borghezio, député européen (Lega), *Corriere della Sera*, 4 juin 2009.

La gouvernabilité de l'Italie en péril ?

Quoique l'Italie apparaisse comme un cas unique d'instabilité de l'exécutif, la stratégie menée par Raffaele Lombardo pose un nouveau et grave problème de gouvernabilité. Aussi habile soit-elle, elle génère une tension permanente autour de la question du territoire, et pourrait avoir de lourdes conséquences bien au-delà de l'exécutif. La solidité des sentiments nationaux elle-même, est à nouveau éprouvée.

Une stratégie habile

Pour le MpA, la Lega a toujours servi de référence, si ce n'est de partenaire privilégié. En vue des élections législatives de 2006, les deux partis signèrent un « pacte pour les autonomies » qui troubla, considérant la divergence d'intérêts territoriaux⁷³. Malgré tout, ce pacte permit au nouveau venu de franchir le seuil d'éligibilité fixé à 4% des suffrages nationaux, et d'obtenir trois sièges de députés et un siège de sénateur⁷⁴. Par-delà leurs différends, Raffaele Lombardo affirme toujours une certaine admiration pour la Lega, laquelle « aurait démontré savoir faire de la politique mieux que quiconque »⁷⁵.

Aussi ne s'étonne-t-on pas que le MpA soit immédiatement apparu comme un acteur insaisissable, à l'instar de la Lega. Ses armes privilégiées sont la dénonciation et la revendication bruyantes, voire outrancières, l'ultimatum et la menace, aux fins de déstabiliser son ou ses interlocuteur(s), le Gouvernement, la classe politique tout entière, voire la société dans son ensemble. Quelques jours à peine après l'élection municipale de Catane, Raffaele Lombardo, invité au domicile de Silvio Berlusconi, conditionna tout soutien futur à l'acceptation de très fortes exigences⁷⁶. Insatisfait, il affirma son indépendance, se montrant prêt à s'allier avec la gauche, intimant au maire FI de Palerme de donner des charges d'assesseurs au MpA⁷⁷, et formant un troisième pôle à l'occasion des municipales de Messine, ce qui précipita la défaite du centre-droit⁷⁸. Les négociations relatives aux scrutins de 2008 furent tout aussi âpres. Alors que Berlusconi proposait une alliance régionale et nationale excluant l'UDC⁷⁹, Lombardo réussit à imposer la présence de cette dernière au sein de la coalition le soutenant en Sicile.

Quoique le propos soit moins extrémiste et provocateur, la logique est donc voisine de celle de la Lega. Cependant, deux différences fondamentales séparent ces partis. La première réside dans le fait que la relation entre le parti territorial et le reste de la majorité gouvernementale est essentiellement bidimensionnelle. L'intégration du MpA à la coalition de

⁷³ Raffaele Lombardo jugea que ce choix permit au MpA d'avoir des élus, mais en perdant la moitié de ses soutiens (*Libero*, 11 avril 2006).

⁷⁴ Trois autres députés MpA furent élus sur les listes *Forza Italia* grâce à un accord avec Silvio Berlusconi.

⁷⁵ *Il Sole 24 Ore*, 22 juillet 2009.

⁷⁶ « Voti e favori del Bossi del Sud. Il nostro consenso si paga », *La Repubblica*, 27 mai 2005. Ces exigences étaient la réalisation de l'aire de libre-échange méditerranéenne, quinze exemptions d'impôts pour les entreprises investissant dans l'île, un aéroport international à Catane, et un pont reliant l'île au continent.

⁷⁷ « "Il sindaco ci dia due assessori": Lombardo apre un nuovo fronte », *La Repubblica Palermo*, 29 octobre 2005.

⁷⁸ Lombardo expliqua sa neutralité par la « substantielle indifférence » du Gouvernement de centre-droit vis-à-vis de ses propositions (office de presse du MpA, 12 décembre 2005).

⁷⁹ « Berlusconi pressa Lombardo : "vieni con noi senza l'UDC" », *La Repubblica Palermo*, 14 février 2008.

centre-droit au niveau national était indissociable du choix de présenter Raffaele Lombardo à la présidence de la Sicile. Ce caractère symbiotique ne s'est jamais démenti. La conflictualité est permanente, et souvent les oppositions se développent et se résolvent simultanément dans les deux arènes politiques, nationale et régionale. Le premier exemple fut celui relatif à la formation concomitante des deux exécutifs. Après que sa victoire fut proclamée, Lombardo ne songea pas prioritairement à la constitution de son exécutif, mais à l'obtention d'un ministère pour le MpA⁸⁰. Nonobstant l'échec, l'exécutif sicilien ne fut nommé que 47 jours après les élections régionales.

La seconde réside dans le fait que le MpA n'est pas indispensable à la coalition gouvernementale. Alors que la Lega avait précipité la chute du premier Gouvernement Berlusconi, le MpA ne saurait faire et défaire les majorités. Ainsi son comportement est plus tacticien. Pour premier exemple, après avoir menacé de ne pas voter la confiance au Gouvernement, au sujet d'un décret-loi portant réforme de la fiscalité, Lombardo se ravisa après quelques garanties verbales⁸¹.

Pourtant, le MpA a durci son attitude à Rome. En juillet 2009, le parti a dénoncé l'inconséquence de la majorité ainsi qu'un dédain absolu vis-à-vis des propositions du MpA, et défini une nouvelle ligne de soutien conditionnel⁸². Les groupes parlementaires MpA ont ainsi refusé de voter la confiance au Gouvernement au sujet des « mesures anticrise », jugées oubliées du *Mezzogiorno*, puis auguré la proche création d'un « Parlement du Sud »⁸³, qui ferait écho à celui – bien peu convaincant – créé par la Lega en 1997.

Le MpA peut assumer ce rôle d'opposant interne grâce à d'efficaces moyens de pression. À l'échelle du discours, ceux-ci consistent foncièrement en un retour aux fondements du *meridionalismo* d'après-guerre : la mise en exergue concomitante du grand retard de développement du *Mezzogiorno* et de sa solution, à savoir un surplus d'investissement public. Or, le dualisme Nord/Sud reste une réalité très prégnante⁸⁴, et la thèse d'un écart grandissant n'a rien du phantasme⁸⁵. En 2008, le PIB/habitant dans le *Mezzogiorno* représentait 59% de celui du Centre-Nord⁸⁶. Cela étant, le très grave déficit de confiance qui caractérise les citoyens méridionaux est moins surprenant⁸⁷.

La pratique souffre plus d'inconnues. L'objectif essentiel est de bousculer la classe politique en général, et les soutiens siciliens de Silvio Berlusconi en particulier, en faisant du Sud un sujet politique, et en s'érigeant en *leader* de celui-ci à l'échelle nationale. Le postulat est simple : le combat ne peut être gagné qu'à Rome. Or, l'union des parlementaires méridionaux aurait une influence bien plus grande encore que celle de la Lega⁸⁸. En Sicile comme ailleurs, la perspective n'est pas la création d'un mouvement méridionaliste *ex nihilo*. Le MpA est

⁸⁰ « Lombardo diktat a Roma. Giunta in mano a Berlusconi », *La Repubblica Palermo*, 25 avril 2008.

⁸¹ *Sicilia Informazioni*, 26 juin 2008.

⁸² Office de presse du MpA, 16 juillet 2009.

⁸³ « L'MpA rilancia la questione meridionale "Tempi maturi per il Parlamento del Sud" », *Corriere della Sera*, 28 juillet 2009.

⁸⁴ SVIMEZ, « Divari, squilibri, ritardi... L'Italia "forte" e il Sud "debole". Alcuni dati sul "dualismo" tra Centro-Nord e Mezzogiorno », Rome, juillet 2006, <http://www.svimez.it> [juin 2008].

⁸⁵ À ce sujet : *Rapporto SVIMEZ 2009 sull'economia del Mezzogiorno*, synthèse, Rome, 16 juillet 2009, <http://www.svimez.it> [août 2009].

⁸⁶ *Ibid.*, p. 4. Il s'élevait à 17.971 euros, alors qu'il était de 30.681 euros dans le Centre-Nord.

⁸⁷ Selon une récente enquête, 79,4% des habitants du Sud n'auraient pas « confiance en l'avenir » (enquête Crespi Ricerche, 10 août 2009).

⁸⁸ Interview de Raffaele Lombardo, *Il Sole 24 Ore*, 16 janvier 2009.

éloigné des nombreuses organisations marginales que l'on peut recenser aujourd'hui⁸⁹. Il cherche des alliés dotés d'un fort capital politique, et prêts à transgresser les logiques des partis nationaux.

En premier lieu, Raffaele Lombardo cherche à unir les présidents de Région du Mezzogiorno contre le Gouvernement national, sachant que ceux-ci appartiennent pour moitié à la gauche. Il s'agit là d'une tentation plutôt récurrente, mais cette union des régions méridionales est loin d'être impossible et/ou dérisoire. En matière de décentralisation, elle a souvent apporté une forte contradiction aux projets du Gouvernement et des régions du Nord, jugés dangereux. Tel fut le cas lors des débats constitutionnels de 1999-2001 et 2004-2005⁹⁰, ou à propos dudit fédéralisme fiscal en 2008⁹¹.

L'entreprise de Lombardo fut favorisée par le contexte. La crise économique et sociale, comme le proche renouvellement (mars 2010) des institutions régionales, engageaient les actuels détenteurs du pouvoir à s'impliquer très fortement dans les débats relatifs à la distribution des ressources publiques. À l'initiative d'un improbable binôme formé par Lombardo et le président communiste des Pouilles, Nichi Vendola⁹², les présidents méridionaux ont fait des formes du fédéralisme fiscal et de la distribution du *Fondo delle Aree Sottoutilizzate* (fonds pour les zones sous-exploitées – FAS) deux questions politiques fondamentales lors du premier semestre 2009. La signature du manifeste « pour le Sud »⁹³, et la création d'un « secrétariat technique commun », firent même parler d'un « parti des gouverneurs »⁹⁴. Dénonçant un désinvestissement étatique et un « climat politique et culturel anti-méridional », cette alliance n'a rien d'un parti, mais s'est montrée capable d'influer sur l'agenda politique national.

En second lieu, Raffaele Lombardo s'affirme en ennemi résolu du système de partis italien. Dès le premier congrès du MpA, il dénonça une « partitocratie » propre « à faire pâlir celle, pourtant dégénérée, de l'épilogue de la Première république », et totalement inadaptée au fonctionnement d'un État profondément décentralisé⁹⁵. Rompre avec le système impose de créer des fractures au sein des partis nationaux. Ces derniers sont devenus « non seulement inutiles, mais nocifs », tant leur fonctionnement centraliste privilégie la docilité des élus à la défense de leur territoire⁹⁶.

Cette stratégie de Lombardo est loin de susciter l'indifférence, d'autant que les questions posées ne sont pas anodines. D'un côté, les premiers projets de fédéralisme fiscal, quelle que soit la couleur politique du Gouvernement, impliquaient un déficit de ressources pour les régions du Sud⁹⁷. D'un autre côté, le Comité interministériel de programmation

⁸⁹ Citons, entre autres : *Altro Sud, Comitati delle Due Sicilie, Il Sud, Calabria libera*, etc.

⁹⁰ « Federalismo al Sud: il patto dei governatori », *La Repubblica*, 2 septembre 2004. Dans le premier cas, les présidents de centre-droit, nettement prépondérants, s'opposèrent à leurs homologues nordistes du même bord politique (« Regioni del Polo. Un patto per il Sud », *Corriere della Sera*, 22 juillet 2000).

⁹¹ « I governatori del Sud all'attacco. "Vogliamo un federalismo solidale" », *La Gazzetta del Mezzogiorno*, 23 mai 2008.

⁹² « Bloccati i fondi statali per il Sud. Nasce l'asse tra Lombardo-Vendola », *La Repubblica Palermo*, 20 mars 2009.

⁹³ Celui-ci fut signé à Bari le 30 mars 2009.

⁹⁴ « Ecco il partito dei governatori. "Per un nuovo meridionalismo" », *Corriere Economia*, 6 avril 2009.

⁹⁵ Rapport de Raffaele Lombardo, 1^{er} congrès du MpA, Bari, 16 décembre 2005.

⁹⁶ *Milano Finanza*, 14 août 2009.

⁹⁷ Suivant la SVIMEZ, avec l'application du projet du Gouvernement Prodi, le Mezzogiorno n'aurait plus perçu que 27%, au lieu de 46%, des sommes consacrées aux « ressources non essentielles » (SVIMEZ, *Il federalismo fiscale e*

économique (CIPE) a bien, le 6 mars 2009, décidé d'utiliser plus de 18 milliards d'euros du FAS – dont 85% étaient destinés au Mezzogiorno – pour alimenter d'autres programmes bien moins favorables au Sud⁹⁸.

C'est ainsi que Gianfranco Micciché a annoncé la création d'un « parti du Sud »⁹⁹. En écho, plusieurs députés du centre-droit à l'ARS ont créé un « PdL Sicilia », formant un groupe autonome à l'ARS¹⁰⁰, et défini comme un parti autonome fédéré au PdL national. Ce type de volontés n'est pas exclusif au centre-droit. Le sénateur Lumia, candidat au poste de secrétaire régional du PD, se fait le chantre d'instances autonomes, imperméables aux « injonctions des chefs de courant romains et aux candidatures imposées par le Centre »¹⁰¹.

En dehors de la Sicile, des tentations voisines existent aussi. L'ancien ministre de la Justice et leader de l'UDEUR (Union des démocrates pour l'Europe), Clemente Mastella, considéra que le Sud était « traité comme une colonie » et que son parti devait se transformer en Lega du Sud¹⁰². De même, Adriana Poli Bortone, députée européenne, sénatrice, anciennement ministre et maire de Lecce, a refusé l'intégration d'AN au sein du PdL, et a créé son propre mouvement *Io Sud* (moi le Sud)¹⁰³. La constitution d'un parti du Mezzogiorno est ainsi devenue une interrogation majeure au cours de l'été 2009, et il n'est d'homme politique national qui ne se soit exprimé à ce sujet, généralement avec un ton très critique.

Une stratégie à hauts risques

Aucune coalition ne saurait être exempte de conflits internes. Toutefois, le double cas italo-sicilien apparaît original. D'une part, les antagonismes peuvent être qualifiés de permanents. D'autre part, ils ne sauraient être confinés au sein des institutions. Bien au contraire, leurs initiateurs recherchent systématiquement une médiatisation maximale, prenant à témoin l'opinion publique et l'ensemble des acteurs politiques. Le langage utilisé reflète cette préoccupation fondamentale. Une critique violente, voire excessive, est bien plus audible et remarquée qu'une analyse pondérée.

Le MpA exerce une réelle pression à l'échelle nationale, le système politique sicilien est entré dans une grave crise. Avant même que l'exécutif Lombardo ne fût achevé, le PdL et le MpA étaient entrés en conflit au sujet des élections municipales organisées deux mois après les régionales. Le MpA s'y retrouva parfois allié au PdL, parfois seul, à la tête d'une coalition autonome, allié à l'UDC contre le PdL, ou même allié à la gauche. Pire, le Président Lombardo n'a jamais pu compter sur la majorité à l'ARS, et recherche souvent le soutien de l'opposition. En février 2009, le groupe PdL a même déposé une motion de censure contre l'assesseur à la

le regioni del Mezzogiorno. Un' analisi del disegno di legge delega, Catanzaro, 18 décembre 2007). Quant aux premières propositions de l'actuel Gouvernement, suivant la SVIMEZ, elles auraient fait perdre 188 euros par habitant et par an à la Sicile (« Il Mezzogiorno fa il conto con il federalismo fiscale », *Il Sole 24 Ore*, 12 novembre 2008).

⁹⁸ http://www.cipecomitato.it/storico_sedute/146/esito.pdf [juillet 2009]

⁹⁹ *Affaritaliani*, 11 juillet 2009. Notons qu'un *partito del Sud* existe déjà.

¹⁰⁰ « Nasce il PdL Sicilia federato al partito nazionale », *Il Sole 24 Ore*, 25 juillet 2009.

¹⁰¹ « Pd, Lumia in campo: voglio un partito siciliano e autonomo », *Il Giornale di Sicilia*, 1^{er} août 2009.

¹⁰² *Corriere Magazine*, 22 mai 2008.

¹⁰³ *Io Sud* a été présent lors des élections provinciales de 2009 dans les Pouilles. Dans la province de Lecce, Adriana Poli Bortone a obtenu un bon résultat, avec 21,9% des voix. Ailleurs, les résultats ont été anecdotiques.

santé. Quant à l'UDC, elle est devenue très critique. L'ex-Président Cuffaro a dénoncé de façon récurrente l'« immobilisme absolu » de ce dernier¹⁰⁴.

La situation s'est encore dégradée à l'approche des élections européennes. Le choix du MpA d'y concourir à l'écart du PdL a suscité des réactions très violentes. L'un des coordinateurs nationaux du PdL a accusé Lombardo de violer les accords avec la majorité¹⁰⁵ ; les partis de la majorité régionale ont déposé environ 600 amendements au budget, au risque de paralyser provisoirement la Région¹⁰⁶ ; le président PdL de l'ARS a affirmé que l'exécutif Lombardo était le pire qu'ait connu la Sicile depuis quinze ans¹⁰⁷, etc.

Raffaele Lombardo choisit l'épreuve de force. Comme en 2008, le MpA s'opposa parfois au PdL lors des municipales de juin 2009. Mais surtout, Lombardo révoqua l'exécutif, et il refusa d'y inclure à nouveau l'UDC, ainsi que toute la partie du PdL proche du coordinateur régional, Giuseppe Castiglione, qui lui est hostile. En réponse, trois nouveaux assesseurs PdL furent suspendus de leur parti, pour avoir accepté leurs fonctions sans son aval de celui-ci¹⁰⁸, et de nombreux sénateurs PdL ont déposé un projet de loi constitutionnelle qui permettrait à l'ARS de censurer l'exécutif sans retourner aux urnes¹⁰⁹.

Cette logique conflictuelle est à hauts risques, en premier lieu à l'échelle de la coalition majoritaire. L'actuelle faiblesse des forces de gauche ne saurait tenir lieu d'assurance absolue. C'est d'autant plus le cas que toute dissension de quelque importance ne semble pouvoir être réglée que par l'intermédiaire de Silvio Berlusconi lui-même. Ainsi, la composition définitive du second exécutif présidé par Lombardo n'a été annoncée qu'après une rencontre romaine avec le Président du Conseil¹¹⁰.

Cette situation est aussi riche de conséquences pour le seul PdL. Au niveau national, la pression de ses vrais-faux alliés provoque des réactions très négatives et le développement des querelles internes. Silvio Berlusconi a balayé l'hypothèse d'un parti du Sud¹¹¹, puis la réduisit à une « simple représentation journalistique »¹¹². Les présidents des groupes parlementaires ont été plus violents, suggérant que Lombardo n'agit que pour pouvoir satisfaire ses affidés, et qu'il relève d'un méridionalisme « pleurnicheur, gaspilleur et clientéliste »¹¹³. Au niveau régional, cette même pression suscite des vocations, voire des tentations scissionnistes. Après la suspension de trois assesseurs par le PdL, plusieurs dizaines d'élus proches de Gianfranco Micciché ont réagi en se mettant eux-mêmes en congé de leur parti¹¹⁴. Quelques semaines plus tard, plusieurs parlementaires proches du même Micciché n'ont pas participé aux votes de confiance demandés par le Gouvernement au sujet des mesures « anticrise ».

¹⁰⁴ Agence Asca, 29 janvier 2009.

¹⁰⁵ « Bondi: Lombardo, l'alleanza è in crisi », *Corriere della Sera*, 25 avril 2009.

¹⁰⁶ « Finanziaria davanti a 1.000 emendamenti [...] », *La Sicilia*, 26 avril 2009.

¹⁰⁷ « Cascio boccia con durezza Lombardo [...] », *Giornale di Sicilia*, 17 mai 2009.

¹⁰⁸ « Il PdL sospende i tre assessori ribelli », *La Sicilia*, 31 mai 2009.

¹⁰⁹ Senato della Repubblica, XVI^e legislatura, n° 1597, *Disegno di legge costituzionale d'iniziativa dei senatori Gasparri [...]*, communiqué à la présidence le 29 mai 2009.

¹¹⁰ « Un vertice tra Lombardo e Berlusconi porta la pace nel centrodestra siciliano », *Giornale di Sicilia*, 24 juin 2009.

¹¹¹ « Berlusconi, il partito del Sud e le tentazioni centrifughe nella maggioranza », *Il Sole 24 Ore*, 30 juin 2009.

¹¹² *Il Mattino*, 8 août 2009.

¹¹³ « La "questione meridionale" agita il PdL », *Corriere della Sera*, 25 juillet 2009.

¹¹⁴ « L'area Micciché si autosospinge dal PdL [...] », *Giornale di Sicilia*, 1^{er} juin 2009.

En second lieu, cette logique repose avec acuité la question de l'unité du pays. La légitimité et l'utilité du pouvoir romain, ainsi que l'idée même d'unité nationale, sont aujourd'hui niées au Nord et au Sud de la péninsule. L'hypothèse d'un scénario yougoslave est écartée, mais la présence au sein du Gouvernement de deux partis territoriaux dont les aspirations sont parfois similaires, souvent antinomiques, paraît de nature à encourager les surenchères. Pour exemple, en août 2009, Umberto Bossi a dénigré l'hymne national italien, affirmant que « personne » ne le connaît¹¹⁵.

En s'érigeant en défenseur des intérêts du Sud et en nouveau pourfendeur de l'État centraliste et spoliateur, le MpA donne un relief nouveau aux oppositions territoriales, et concourt certainement à la fragilisation des sentiments nationaux. La création d'un parti du Sud, dont il se fait le héraut, renforcerait encore l'image d'un pays désuni, de plus en plus gouverné par la gestion des différents intérêts territoriaux¹¹⁶. Quoi qu'il en soit, une tendance générale à la radicalisation des discours méridionalistes peut être caractérisée. Pour exemple, la fondatrice d'*Io Sud* a invité les méridionaux à boycotter les produits du Nord dans le cas – probable – où Umberto Bossi continuerait à dénigrer l'unité de l'Italie¹¹⁷.

Tout en s'affirmant de plus en plus comme un parti nationaliste italien, la *Lega* demeure l'acteur majeur sur ce terrain. Umberto Bossi a renoué avec les menaces sécessionnistes¹¹⁸, abandonnées un temps au nom du réalisme¹¹⁹, voire qualifiées d'insensées¹²⁰. Toutefois, le véritable objectif reste la réorganisation fédérale de l'État. La sécession est principalement la menace brandie face aux détracteurs et aux sceptiques du fédéralisme, définie comme l'unique issue restant au Nord en cas d'inaboutissement¹²¹.

Au demeurant, la contestation septentrionale peut être conçue comme le terreau d'une sécession « invisible », « silencieuse », « et d'autant plus insidieuse », vis-à-vis de l'État¹²², ou d'une « sécession douce », fondée sur un détachement progressif avec le reste de la péninsule¹²³. Durant la campagne électorale de 2008, 50,5% des habitants du Nord-est considéraient que le Sud représente un « poids » pour le « développement du pays », alors qu'ils n'étaient que 26,3% en 1997¹²⁴.

C'est cette dynamique que la *Lega* a alimentée en revenant sur une ancienne proposition, consistant à indexer les salaires sur le coût de la vie mesuré dans chaque région¹²⁵. Avec une réussite peut-être inespérée, elle réussit à obtenir l'équivoque bénédiction de Silvio Berlusconi¹²⁶, à diviser la majorité, et surtout à créer une réelle fracture territoriale

¹¹⁵ *La Repubblica*, 16 août 2009.

¹¹⁶ I. Diamanti, « Il Paese delle leghe è la nazione impossibile », *La Repubblica*, 26 juillet 2009.

¹¹⁷ Communiqué du 17 août 2009, <http://www.iosud.it/>.

¹¹⁸ « Padania libera, in tutti i modi Bossi rilancia la secessione », *La Repubblica*, 14 septembre 2009.

¹¹⁹ *Panorama*, 9 décembre 1999.

¹²⁰ *Il Giornale*, 28 août 2006.

¹²¹ Interview d'Umberto Bossi, *Il Giorno*, 9 septembre 2008.

¹²² I. Diamanti, « Italie du Nord-Est : une sécession invisible », *Critique internationale*, n° 3, printemps 1999, p. 34. « [...] le ressentiment et l'opposition vis-à-vis de l'État, si manifestes dans les dernières années, ont perdu leur caractère dramatique mais n'ont pas disparu. Ils ne se traduisent plus par une contestation ouverte. Ils n'alimentent pas le "séparatisme". Tout au plus débouchent-ils sur un "état de séparation". »

¹²³ Aldo Bonomi, « La secessione dolce », *Il Mulino*, n° 4, juillet-août 2007, pp. 653-663.

¹²⁴ Enquête Demos & pi/Osservatorio del Nord Est, « La questione meridionale vista da Nord Est », *Il Gazzettino*, 10 mars 2009.

¹²⁵ « La sfida di Bossi : ora i salari territoriali », *Corriere della Sera*, 16 mai 2009.

¹²⁶ Le Président du Conseil considéra d'abord que « corrélés les salaires aux différents niveaux du coût de la vie entre le Nord et le Sud correspond aux critères de rationalité économique et de justice » (*Il Mattino*, 8 août

dans l'opinion. Une enquête réalisée peu de temps après la proposition montra que 75% des habitants du Nord y seraient favorables, alors qu'ils ne seraient que 31% au Centre et 23% au Sud¹²⁷.

Enfin, cette stratégie n'est évidemment pas sans risques pour le MpA, d'autant que la tentation d'un parti du Sud semble avoir reculé, et que cela devrait théoriquement signifier une nette diminution de son influence politique. Les autres présidents méridionaux ont refusé de s'inscrire dans cette perspective¹²⁸, et deux de ses importants promoteurs, Miccichè et Mastella, ont pris leurs distances. Le premier jugea que la voie prise par le PdL en écarterait l'opportunité¹²⁹. Le second affirma qu'il n'en avait jamais voulu¹³⁰.

Le MpA pourrait même souffrir l'hostilité des autres régions méridionales. Les réactions à l'annonce de l'approbation du seul programme sicilien par le CIPE furent significatives. Les régions dirigées par la gauche ont critiqué cette primeur¹³¹, et Silvio Berlusconi dut justifier celle-ci en assurant que la Sicile avait été seule à présenter des projets qui n'aggraverait pas la dépense courante¹³². Ainsi, en cas de durcissement de ses relations avec le MpA, le Président du Conseil pourrait trouver en elles de précieux alliés.

Le deuxième ennemi que pourrait rencontrer à l'avenir le MpA est la *Lega*. La présence du premier au sein du Gouvernement est un atout pour la seconde, en ce qu'elle fragilise un peu plus le centralisme romain. Toutefois, les élections européennes de 2009 ont montré que le MpA n'est pas réellement conçu comme un parti ami. La *Lega* a refusé toute alliance avec lui, présenté des candidats dans les circonscriptions méridionales, et l'a dénoncé pour ses pratiques clientélistes « qui rendent esclaves les électeurs »¹³³. En retour, Raffaele Lombardo n'hésite plus à critiquer fortement la *Lega*, y compris sur des thèmes nationaux auxquels il accordait peu d'intérêt. Pour exemple, il a qualifié de « ridicules » les rondes de citoyens¹³⁴.

Bien évidemment, l'hypothèse d'une conflictualité accrue apparaît plus probable encore depuis la proposition de territorialisation des salaires. Le Président sicilien a balayé celle-ci, rappelant que les salaires sont déjà bien inférieurs et le chômage bien supérieur dans le *Mezzogiorno*, et assurant que cela ne ferait que décupler l'émigration vers le Nord, et augmenter encore le chômage¹³⁵.

Là encore, Silvio Berlusconi sera face à un choix alternatif. Soit il estimera qu'une difficile position d'arbitre vaut mieux qu'un face-à-face avec la *Lega*. Soit il considèrera que le départ du MpA est un mal nécessaire, d'autant plus envisageable que celui-ci n'est pas

2009). Quelques jours plus tard, il affirma n'avoir fait allusion qu'à la contractualisation décentralisée, déjà existante (*Il Giornale*, 12 août 2009).

¹²⁷ Enquête IPR Marketing, réalisée le 7 août 2009 pour *La Repubblica*. À l'inverse, y seraient opposés 20% des habitants du Nord, 52% des habitants du Centre et 70% des habitants du Sud.

¹²⁸ « Bassolino presenta la fondazione Sudd », *La Repubblica Napoli*, 1^{er} août 2009 ; interview de Nichi Vendola, *La Gazzetta del Mezzogiorno*, 2 août 2009 ; « Iorio: per il Sud una nuova intesa non un nuovo partito », *Molise Extra*, 1^{er} août 2009.

¹²⁹ *Affaritaliani*, 8 septembre 2009.

¹³⁰ *Il Quaderno*, 6 septembre 2009.

¹³¹ « Precedenza alla Sicilia. L'ira della Basilicata e della Calabria », *Il Quotidiano della Basilicata*, 31 juillet 2009.

¹³² <http://www.sicilianews24.it>, 30 juillet 2009.

¹³³ <http://www.siciliainformazioni.com>, 17 avril 2009.

¹³⁴ « Autonomia e federalismo fiscale. Le sfide ancora aperte per la Sicilia », *La Sicilia*, 16 mai 2009.

¹³⁵ *Corriere della Sera*, 10 août 2009. Suivant le sociologue Carlo Trigilia, les salaires dans le Sud sont déjà inférieurs de 20% (jusqu'à 30%) à ce qu'ils sont dans le Nord (*La Sicilia*, 10 août 2009).

forcément indispensable à la détention du pouvoir en Sicile. Il est probable qu'une alliance entre l'UDC et un PdL rassemblé pourrait l'emporter seule¹³⁶. Au demeurant, unir le PdL n'est peut-être pas plus aisé que de devoir composer avec Lombardo¹³⁷.

Conclusion

Sans nul doute, le régionalisme politique regroupe des organisations dont les fondements sont d'une variété quasi-infinie. Quoique parfois proche de la *Legg*, le MpA de Raffaele Lombardo représente une expérience politique originale. Toutefois, c'est bien le choix d'une stratégie régionaliste ou pseudo-régionaliste qui présente ici l'intérêt majeur. Lombardo n'a pas abandonné l'UDC, qui détenait le pouvoir régional, à des fins illusives. Bien au contraire, il a facilement pu apparaître comme le personnage le plus légitime du centre-droit pour l'élection à la présidence sicilienne de 2008.

Le MpA relève ainsi d'un type singulier de partis régionalistes. S'il s'agit bien de partis fondés sur la défense des intérêts du territoire, ceux-ci sont moins le produit d'un clivage que celui des stratégies politiques personnelles de leurs initiateurs. Ces derniers ont longtemps été membres d'un parti national, avant de préférer créer leur propre objet politique. Les raisons sont variées. Il peut s'agir d'une solution à un conflit au sein du parti national, du souhait d'exercer un *leadership* incontesté, de la volonté de mobiliser les affects régionaux, etc. Bien évidemment, le succès ou l'échec de ces tentatives dépend avant tout du capital politique de ses promoteurs. Juan Hormaechea, élu à la présidence de la Cantabrie en 1987, sous l'étiquette *Alianza Popular*, créa l'*Unión para el Progreso de Cantabria* [union pour le progrès de la Cantabrie] en vue du scrutin de 1991, et remporta ce dernier très largement. De même, Paul Giacobbi, membre du Parti radical de gauche, député et président du conseil général de Haute-Corse, décida de créer son propre mouvement – La Corse en marche – en vue des élections territoriales de 2004. Celui-ci, qui s'appuyait sur un puissant réseau d'élus locaux en Haute-Corse, où il réunit 15,56% des suffrages, ne parvint qu'à un résultat très faible dans l'autre département de l'île (4,34%), ce qui explique son échec¹³⁸.

À l'échelle de l'Italie, le niveau d'influence du MpA semble confirmer la grande fragilité du système politique, malgré les bouleversements des années 1990¹³⁹. Quoique très contesté, le *leadership* de Silvio Berlusconi paraît avoir atteint des formes encore jamais entrevues. Le moindre conflit politique d'importance semble devoir être réglé par des rencontres privées avec le Président du Conseil. De façon générale, ce dernier suscite de très nombreuses interrogations et critiques, en mettant constamment en cause la légitimité de la

¹³⁶ Lors des régionales de 2008, le PdL et l'UDC ont capitalisé près de 46% des voix, soit 45 sièges de députés sur les 80 qui sont attribués à travers les scrutins provinciaux. Dix autres sièges sont distribués suivant les résultats de ces derniers.

¹³⁷ Le maire PdL de Palerme vient de nommer un nouvel exécutif, duquel sont exclus le MpA et tous les proches de Gianfranco Micciché. Ces derniers ont constitué un nouveau groupe au sein du conseil municipal (« Nasce il gruppo Pdl Palermo », *La Sicilia*, 13 septembre 2009).

¹³⁸ Paul Giacobbi obtint 10,48% des voix au 1^{er} tour, soit 2,5% de moins que la liste du PRG et 4,1% de moins que la liste de l'UMP.

¹³⁹ Daniella Giannetti, Michael Laver, « Party system dynamics and the making and breaking of Italian governments », *Electoral Studies*, n° 20, 2001, pp. 529-553.

presse et de la magistrature. Dans son dernier ouvrage, Giovanni Sartori parle d'un « sultanat », où les sphères publique et privée se confondent dangereusement¹⁴⁰.

Parallèlement à cette concentration du pouvoir, le système politique italien apparaît toujours extrêmement fragmenté. Les deux partis dominants y ayant rassemblé près de 70% des voix, les élections législatives de 2008 semblaient révéler une remarquable rationalisation. Les scrutins locaux ultérieurs ont montré qu'il s'agit d'une évolution de nature contingente et territorialisée, car beaucoup mieux affirmée au Nord et au Centre de la péninsule. Dans le Sud, les élections locales mettent fréquemment plus de 20 listes en concurrence, et le PdL et le PD capitalisent souvent moins de 40% des suffrages.

Nonobstant la pression exercée par des acteurs tels le MpA et la *Lega*, c'est la capacité intégrative des grands partis qui est en question. Si la dimension factionnelle de la DC¹⁴¹ n'a jamais été égalée, celle-ci apparaissait comme un acteur bien plus légitime et solide. Aujourd'hui, seuls 29% des Italiens auraient plutôt confiance dans les partis politiques¹⁴². Cela renvoie directement tant à la permanence de leurs querelles internes, qu'à l'hyper-centralité du Président du Conseil, dont la personnalité très controversée est finalement jugée plus rassurante.

Cela ne signifie pas que l'Italie serait un État prêt à exploser. Le niveau de confiance dans les institutions nationales ne paraît pas alarmant, et les Italiens semblent porter plus de crédit à leur police et à leur justice que les Français¹⁴³. Toutefois, confiance relative et satisfaction ne sauraient être confondues. La capacité du système politique à répondre aux attentes des Italiens, notamment dans l'actuel contexte de crise financière, est bien en question. L'essor de partis territoriaux à forte dimension contestataire semble en être la conséquence bien plus qu'il n'en serait la cause.

André Fazi

¹⁴⁰ G. Sartori, *Il Sultanato*, Rome/Bari, Laterza, 2009.

¹⁴¹ Carol Mershon, « Party factions and coalition government: portfolio allocation in Italian Christian Democracy », *Electoral Studies*, n° 4/2001, pp. 555-580.

¹⁴² « Il livello di fiducia nelle istituzioni », Sondage Ipsos Public Affairs, *Il Sole 24 Ore*, 2 avril 2009.

¹⁴³ *Ibid.* ; « Les attitudes des Français à l'égard de la science », sondage TNS Sofres pour le Palais de la Découverte, novembre 2007. Concernant les partis politiques, au printemps 2006, 69% des Français disaient n'avoir « confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays » (CEVIPOF – ministère de l'Intérieur, *Le baromètre politique français (2006-2007)*, 1^{ère} vague, avril 2006, p. 23).